



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 4 mars 2015

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/MA/CM

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

### **Arrêté n° 2015063-0001**

**portant mise en demeure de régulariser sa situation administrative à l'encontre de la société  
CARRIERES DE CUSY - MATHIEU FILS à CUSY**

VU le Code de l'Environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 514-5 ;

VU le décret n°2004-374 modifié du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet hors cadre, en qualité de préfet de Haute-Savoie ;

VU la demande et les pièces jointes datées du 30 septembre 2010 par laquelle la SARL CARRIERES DE CUSY – MATHIEU FILS sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière d'éboulis calcaire sur le territoire de la commune de CUSY, aux lieux-dits Rapillet, Rapillet Nord, Rapillet Est, La Couilaz, Le Tiollay ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012152-0018 du 31 mai 2012 autorisant la société Carrières de CUSY – Mathieu Fils à exploiter une carrière à ciel ouvert d'éboulis calcaires sur la commune de CUSY ;

VU la décision n°1106017-1204229-1206424 du Tribunal Administratif de Grenoble du 22 septembre 2014 prononçant l'annulation de l'arrêté préfectoral du 31 mai 2012 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 9 février 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU le courrier recommandé en date du 20 février 2015 adressé à la société Carrières de CUSY – Mathieu Fils ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 26 février 2015 ;

**CONSIDERANT** que lors de l'inspection menée sur place le 2 décembre 2014, la SARL Carrières de CUSY – Mathieu Fils dont le siège social est situé Bassa – 73410 SAINT-OURS poursuivait son activité d'extraction de matériaux ;

**CONSIDERANT** que l'activité d'extraction de matériaux telle qu'exercée par la SARL Carrières de CUSY – Mathieu Fils relève de l'autorisation préfectorale, en application de l'article L.511-1 du code de l'environnement sous la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées visée à l'article R-511-9 du même code ;

Adresse postale : 15 rue Henry Bordeaux – 74998 ANNECY CEDEX 9 -- [www.haute-savoie.gouv.fr](http://www.haute-savoie.gouv.fr)

- Ouverture au public : de 9h à 11h30 et de 14h à 16h

**CONSIDERANT** que la SARL Carrières de CUSY – Mathieu Fils ne dispose plus d'autorisation préfectorale, dès lors que l'arrêté précité du 31 mai 2012 a été annulé par le tribunal administratif ;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL Carrières de CUSY – Mathieu Fils de régulariser sa situation administrative ;

**SUR** proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

## **A R R E T E**

Article 1 : La SARL Carrières de CUSY – Mathieu Fils dont le siège social est situé Bassa – 73410 SAINT-OURS, exploitant une carrière sise lieux-dits « Rapillet », « Rapillet Nord », « Rapillet Est », « La Couilaz » et « Le Tiollay » sur le territoire de la commune de CUSY est mise en demeure de régulariser sa situation administrative soit :

- en déposant un dossier de demande d'autorisation en préfecture ;
- en cessant immédiatement ses activités et en procédant à la remise en état prévue à l'article L. 512-6-1 du code de l'environnement.

Les délais pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les 3 mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé avant le 31 octobre 2015. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (commande à un bureau d'étude...etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code ; il pourra également être prononcé la fermeture ou la suppression des installations.

Article 3 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble.

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 4 : Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

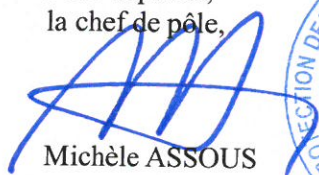
Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie, madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à monsieur le maire de CUSY.

Pour le Préfet,  
le secrétaire général,

SIGNE

Christophe NOEL du PAYRAT

Pour ampliation,  
Pour le préfet,  
la chef de pôle,

  
Michèle ASSOUS



